

COMMUNE DE CHANAZ

Arrêté municipal du 23 mars 2023
N°2023-27

**Interdiction de circulation rue de Boigne,
en raison du stationnement d'une grue,
dans l'agglomération de Chanaz**

**Le Maire de la commune de CHANAZ,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier de l'Ordre National des Palmes académiques**

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6,

VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18 et R 411.25 à R 411.28,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie – signalisation temporaire – approuvé par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

VU la demande du 23 mars 2023, de l'entreprise Charpenterie Chanazienne, de prolonger l'interdiction de circulation rue de Boigne, initialement prévue du 13 au 24 mars inclus, jusqu'au 28 mars, pour permettre le stationnement d'une grue pour des travaux de réfection de toiture de l'immeuble cadastré B 192,

Considérant qu'en raison du stationnement d'une grue pour des travaux de réfection de toiture de l'immeuble cadastré B 192, 78 rue de Boigne, il y a lieu d'interdire momentanément la circulation sur cette voie,

ARRETE

ARTICLE 1 : Du 13 au 28 mars 2023 inclus, sur le territoire de la commune de Chanaz, la circulation sera interdite à tous véhicules rue de Boigne, afin de permettre le stationnement d'une grue au niveau du 78 rue de Boigne.

ARTICLE 2 : La signalisation de restriction et de déviation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.

La mise en place et la maintenance de la signalisation de restriction et de protection de chantier est à la charge et sous la responsabilité de l'entreprise Charpenterie Chanazienne.

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité de la zone, ainsi que dans la commune de Chanaz.

ARTICLE 5 : Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 6 : Monsieur le Maire de la commune de Chanaz,
Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Chindrieux,
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Chanaz,
Le 23 mars 2023

Le Maire, Yves HUSSON



Copie sera adressée à :

- Centre de Secours de Chautagne
- Gendarmerie de Chindrieux
- Entreprise Charpenterie Chanazienne
- Riverains